

Quitter son pays d'origine ou prendre la fuite, c'est faire face à toutes sortes d'abus et devoir gérer l'incertitude. Les itinéraires empruntés par les réfugié_e_s sont dangereux, voir mortels, du fait de la politique d'isolation de la forteresse européenne. À l'arrivée en Suisse, l'espoir d'avoir un avenir est souvent brisé par l'expulsion forcée vers le pays que la personne avait dû ou voulu quitter. Obtenir le droit de rester est très difficile dans ce pays raciste. Les expulsions sont une forme extrême de violence d'Etat qui méprise la dignité humaine.

Arrêter les expulsions

Les « migrant_e_s » sont dévalorisé_e_s par rapports aux « Suisses ». À travail égal, les personnes sans passeport suisse touchent en moyenne des salaires plus bas. Elles sont surreprésentées dans les métiers à bas salaires et conditions de travail pénibles. Elles ont plus de peine à trouver un logement. Elles vivent en moyenne sur des surfaces plus petites, et dans des conditions moins favorables. Quand un quartier est « revalorisé », les « migrant_e_s » sont souvent parmi les premiers groupes de population évincés. Ils_elles sont également pénalisé_e_s dans le système de formation et de santé.

Surmonter l'exploitation et l'inégalité raciste

Quand la police a une perception « différente » de certaines personnes sur des critères ethniques ou religieux, il s'ensuit une discrimination systématique. Les personnes noires et les people of color subissent un nombre disproportionné de contrôles d'identité et de violences policières. La violence de la police n'est pas indifférente aux aspects ethniques, comme en témoigne la mort tragique d'Hervé, abattu par la police à Bex (VD). Le profilage racial est un mode de travail de la police encouragé par les autorités. Loin d'être une faute individuelle au sein des corps de police, le profilage racial est au contraire un aspect central des institutions et de la politique.

Mettre fin au profilage racial

L'initiative sur l'immigration de masse a inscrit dans la Constitution le principe de la discrimination des « migrant_e_s ». Le principe raciste de cette « préférence indigène » n'est quasi plus remis en question. Pire, il est présenté aux dits « indigènes » comme protection contre les conséquences dommageables du capitalisme. Or pour abolir les éléments de mise en concurrence délétères pour la santé sur le marché du travail, il faut agir contre la logique de la concurrence et du profit, et non contre les personnes migrantes.

Abolir la préférence indigène Renforcer les droits des salarié_e_s

Selon le système de Dublin, la Suisse peut pratiquer l'expulsion systématique des réfugié_e_s vers d'autres pays européens. Il lui suffit d'indiquer que les personnes ont transité par ces pays en entrant dans la forteresse européenne. Or dans les Etats comme l'Italie ou la Hongrie, le droit d'asile n'est pas garanti et de nombreuses personnes se retrouvent à la rue. La Suisse est en principe libre de renoncer aux expulsions du régime de Dublin, en vertu de la « clause de souveraineté ». Chaque expulsion est une expulsion de trop.

En finir avec le système de Dublin Libre circulation et droit de rester pour toutes et tous

En Suisse, les personnes réfugiées se voient obligées de vivre dans des camps. Les camps ne sont pas des lieux de bienvenue. Ce sont des lieux de racisme. Ils sont nécessaires pour gérer les réfugié_e_s de manière efficace, rejeter rapidement leur demande d'asile et les expulser efficacement. Les camps visent aussi à dissuader les personnes qui pourraient rejoindre le pays à l'avenir. Le quotidien dans les camps est marqué par un régime de tutelle, de contrôle et d'isolation.

Fermer les camps

La fuite et la migration vont croissant, mais les réfugié_e_s et les migrant_e_s se heurtent de plus en plus à des frontières fermées. En Suisse, les frontières sont surveillées par des drones et l'armée. Chaque année, la Suisse injecte des millions dans l'agence Frontex et la militarisation des frontières extérieures de l'Union européenne. Ces frontières qui font que d'innombrables personnes finissent noyées en mer Méditerranée, souffrent (ou meurent de froid) sur la route des Balkans, ou restent bloquées à Come.

Créer des routes sûres pour les réfugié_e_s Ouvrir les frontières

La Suisse est parmi les champions du populisme de droite en Europe. Aucun autre pays n'a vu aussi précocement la présence des partis d'extrême-droite ou fascistes dans les gouvernements et les parlements. Leurs initiatives populaires racistes sont débattues en permanence et deviennent largement acceptables depuis quelques années. Cette longue tradition ne serait pas possible si le racisme ouvert des populistes de droite ne s'appuyait pas sur le racisme plus discret du milieu de la société et des institutions. Le dénigrement raciste envers les musulman_e_s durant la campagne pour la votation sur la naturalisation facilitée n'en est que l'exemple le plus récent.

Renforcer la résistance antiraciste et antifasciste

